



Communiqué de presse
Berne, le 28 mars 2019

Les milieux économiques disent OUI à la loi sur les armes : les accords de Schengen et de Dublin ne doivent pas être mis en danger

Le 19 mai, les Suisses se prononceront sur une révision partielle de la loi fédérale sur les armes. Cette adaptation est due à la reprise du développement de l'acquis de Schengen. Pour les milieux économiques suisses, c'est clair : la révision de la loi sur les armes est importante. Celle-ci prévoit des adaptations raisonnables, tout en préservant l'association importante de la Suisse aux accords de Schengen et de Dublin. Un rejet entraînerait des coûts élevés pour l'économie, puisqu'il conduirait à l'expiration automatique de ces deux accords dans l'année en cours. En cette journée jubilé de l'entrée en force de l'accord de Schengen, les associations économiques lancent à Berne la campagne du OUI.

Mécanisme d'expiration automatique – une particularité de l'accord de Schengen

Les allégations des référendaires selon lesquelles l'accord de Schengen n'est pas touché par la législation sur les armes sont certes omniprésentes, mais elles sont surtout absolument fausses. D'un point de vue juridique, la situation est claire : l'article 7 de l'accord de Schengen stipule que l'adhésion de la Suisse expire automatiquement après six mois si le développement de l'acquis de Schengen n'est pas mis en œuvre dans les délais impartis. Ni l'UE ni la Suisse ne doivent ouvrir un processus de dénonciation. L'expiration automatique ne peut être arrêtée que par une décision du comité mixte Suisse-UE, prise à l'unanimité dans un délai de 90 jours. Or, un tel scénario n'est tout simplement pas réaliste au vu de la brièveté de la période considérée. La réalité est que « *La décision qui sortira des urnes va bien au-delà de la loi sur les armes. Ce vote a une influence décisive sur les conditions-cadre pour les entreprises suisses.* », a souligné Monika Rühl, présidente de la direction d'économiesuisse.

Grâce à Schengen, 1'600 francs suisses de plus dans la poche

Il est incontestable que l'économie suisse bénéficie des accords de Schengen et de Dublin. Voilà ce que montre clairement une étude commandée par le Conseil fédéral. Kurt Rohrbach, Président de l'Union du commerce et de l'industrie du canton de Berne a souligné que « *Selon une étude du Conseil fédéral, le produit intérieur brut (PIB) de la Suisse serait inférieur de 3,7% en 2030, sans l'accord de Schengen.* » D'ici 2030, cela représenterait jusqu'à 1600 francs de moins par habitant et par an. Les procédures plus complexes aux frontières nationales, comprenant des délais d'attente plus longs, sont particulièrement importantes. L'économie exportatrice perdrait jusqu'à 5,6% par rapport aux valeurs actuelles et la Suisse devrait dépenser jusqu'à un milliard de francs de plus pour l'asile.

Les régions touristiques suisses ont besoin de Schengen

L'économie bénéficie grandement du visa uniforme pour l'espace Schengen. Depuis l'adhésion de la Suisse, de plus en plus de voyageurs en provenance de pays lointains visitent notre pays et y dépensent jusqu'à 420 francs par jour. Cela profite non seulement aux entreprises touristiques, mais aussi à d'autres secteurs tels que le commerce de détail. Grâce à ces nouveaux revenus, de nombreuses entreprises touristiques ont ainsi pu se maintenir à flot après la baisse enregistrée pour les touristes européens, suite au franc fort. « *L'exclusion de la Suisse au dispositif Visas Schengen Uniformes entraînerait de graves désavantages financiers pour le tourisme suisse et une perte d'image tout aussi grave* », note Andreas Züllig, Président d'hotelleriesuisse. Dans l'ensemble, une exclusion de Schengen mettrait en péril une valeur ajoutée brute annuelle de plus d'un milliard de francs suisses. L'étude mandatée par le Conseil fédéral montre qu'en fonction de la manière dont la Suisse pourra à l'avenir coordonner ses visas avec ceux des États Schengen, l'industrie touristique locale perdra entre 200 et 530 millions de francs suisses par an.

Gain important en matière de sécurité

Un autre aspect important pour l'attractivité de la place économique suisse est la sécurité. La police suisse profite énormément de Schengen, car elle peut à tout moment accéder directement au Système d'information Schengen (SIS), dans lequel des personnes disparues, des objets et des véhicules volés peuvent être retrouvés partout en Europe. « *Plus de 50 résultats positifs par jour aboutissent grâce à ce système. Rien qu'en Suisse, le SIS est sollicité environ 320'000 fois – et ce, chaque jour.* », a expliqué Philippe Miauton, directeur-adjoint de la Chambre vaudoise de commerce et de l'industrie aux médias. Si la Suisse devait garantir le même niveau de sécurité sans Schengen, il en coûterait environ un demi-milliard de francs suisses par an, selon le Conseil fédéral.

Une révision de la loi sur les armes raisonnable est dans l'intérêt de l'ensemble de la Suisse

Le Conseil fédéral a fait usage de son droit d'influence pour que la Suisse dispose d'une loi équilibrée et proportionnée qui préserve la tradition du tir suisse. Grâce à des négociations fructueuses, seules quelques personnes en Suisse sont concernées par la modification de la loi sur les armes – et seulement, dans une mesure raisonnable. En revanche, les conséquences d'une non-application seraient lourdes de conséquences. Car, les accords de Schengen et de Dublin profitent non seulement aux entreprises, mais aussi à tous les citoyens suisses.

En réalité, il y a de nombreuses bonnes raisons de voter OUI le 19 mai. Les milieux économiques s'impliqueront donc fortement dans cette campagne de votation.

Contacts pour les médias:

- › **Monika Rühl**, Présidente de la direction d'economiesuisse (044 421 35 12)
- › **Andreas Züllig**, Président d'hotelleriesuisse (079 236 54 58)
- › **Kurt Rohrbach**, Président de l'Union du commerce et de l'industrie du canton de Berne (076 370 54 01)

- › **Philippe Miauton**, Directeur-adjoint de la Chambre vaudoise de commerce et de l'industrie (079 277 68 41)



Intervention de Monika Rühl, Présidente de la direction d'économiesuisse (seul le texte prononcé fait foi)
Berne, le 28 mars 2019

Révision de la loi sur les armes : il y a plus en jeu qu'il n'y paraît de prime abord

Mesdames et Messieurs, chers représentants des médias,

Je vous souhaite la bienvenue à notre conférence de presse sur la révision partielle de la loi sur les armes, sur laquelle nous voterons le 19 mai. Avec cette révision, la Suisse introduira de nouvelles mesures dans la lutte contre l'utilisation abusive des armes. Cela ne ressemble pas à un problème économique à première vue. Pourtant, la décision qui sera prise dans les urnes le dimanche 19 mai aura une influence décisive sur les conditions-cadres des entreprises suisses. Après tout, la législation sur les armes fait partie du dispositif Schengen. Et comme dans le jeu de dominos, toutes les pièces ont un rôle important. Si une pièce du domino n'est pas placée correctement, la partie est perdue. C'est aussi le cas avec la révision de la loi sur les armes. Celle-ci s'inscrit dans le cadre de la poursuite du développement de l'acquis de Schengen et la Suisse s'est engagée à intégrer les développements. Or, si la pièce du domino « loi sur les armes » n'est pas placée correctement le 19 mai, cela aura automatiquement un effet sur les autres pièces du domino. Je voudrais vous expliquer aujourd'hui ce que représentent ces pièces et quels sont les enjeux liés à celles-ci.

Schengen nous a sans aucun doute apporté de nombreux avantages. Nous, les entreprises, mais aussi les citoyens. En effet, ces derniers perdent désormais moins de temps aux postes frontières car les fonctionnaires ne procèdent plus systématiquement à des contrôles. Comme il y a beaucoup moins d'embouteillages aux postes frontières de Bâle, Genève ou Thurgovie, une économie de jusqu'à 3,2 milliards de francs est réalisée chaque année. Vous rappelez-vous de 2004 ? Moi je m'en rappelle très bien : tout à coup, nos voisins allemands ont à nouveau contrôlé systématiquement les frontières avec la Suisse. À l'époque, nous n'étions pas membres de Schengen et nous n'avions donc pas de frontières extérieures. La circulation est devenue un véritable enfer. A Bâle, il y avait près de 13 kilomètres d'embouteillage. A cette période, j'étais l'assistante personnelle du Président de la Confédération, Joseph Deiss. Ce n'est que lorsqu'il s'est entretenu au téléphone avec le Chancelier fédéral Gerhard Schröder et l'a rencontré que la situation a pu être débloquée. A propos des temps d'attente : grâce à Schengen, nous ne gagnons pas de temps seulement aux frontières nationales, mais aussi à l'aéroport. Toute personne voyageant à l'intérieur de l'espace Schengen peut circuler dans l'UE aussi librement qu'un citoyen de l'UE. Saviez-vous d'ailleurs que nous célébrons aujourd'hui un important anniversaire de Schengen ? Il y a exactement dix ans, c'était le dernier jour où les passagers de Zurich et de Genève devaient passer par un contrôle de passeport pour un vol à destination de Madrid ou d'Helsinki. L'aéroport de Zurich a investi à lui seul 260 millions de francs suisses pour convertir les terminaux afin que les passagers Schengen puissent atteindre rapidement la porte d'embarquement. Ce dernier a mis en service cette nouvelle infrastructure le 29 mars 2009. La liberté de voyager s'est considérablement accrue depuis lors. C'est une pièce du domino importante dans le système Schengen.

La liberté de voyager va dans les deux sens. Grâce aux visas Schengen uniformes, les touristes en provenance de pays lointains comme la Chine ou l'Inde peuvent faire un détour par la Suisse dans le cadre de leur Europatrip sans aucun souci supplémentaire. M. Züllig vous expliquera dans un instant à quel point c'est extrêmement important pour le tourisme suisse. Cependant, les visas Schengen ne sont pas seulement essentiels pour les touristes. Les voyageurs d'affaires peuvent également se rendre plus facilement en Suisse pour établir des contacts et passer des commandes. Cet avantage renforce l'attractivité de la place économique et de la recherche suisse, comme vous l'expliquera plus en détail Kurt Rohrbach.

Mais ce n'est pas tout : la police bénéficie également de Schengen, ce qui renforce la sécurité dans le pays. En effet, nos policiers peuvent accéder au Système d'information Schengen (SIS), dans lequel des personnes, des objets et des véhicules sont recherchés. 50 résultats de recherche aboutissent chaque jour. Au total, les services de sécurité en Suisse consultent le SIS environ 320'000 fois par jour ! Si la Suisse devait garantir le même niveau de sécurité sans Schengen, il en coûterait environ un demi-milliard de francs suisses par an, selon la Confédération. La sécurité est donc une autre pièce du domino, du système Schengen qui contribue significativement à l'attractivité de notre place économique.

L'asile est également concerné, car l'accord de Dublin est directement lié à l'accord de Schengen. Le dispositif Dublin permet d'éviter qu'un requérant d'asile ne dépose une seconde demande en Suisse s'il en a déjà faite une ailleurs ; sans ce dispositif, cela pourrait coûter jusqu'à un milliard de francs suisses par an. Philippe Miauton vous en dira plus sur ces deux aspects.

En d'autres termes, l'économie suisse profite dans son ensemble grandement de sa participation au dispositif Schengen qu'il s'agisse d'avantages en matière de sécurité ou de l'augmentation du nombre de touristes et de voyageurs d'affaires.

Mais pourquoi ces pièces de dominos risquent-elles de tomber si nous n'adaptions pas notre législation sur les armes ? J'entends souvent dire que Schengen n'est pas affecté par cette législation. Cette affirmation est tout simplement fausse. D'un point de vue juridique, les faits sont clairs : l'article 7 de l'accord de Schengen stipule que l'adhésion de la Suisse expire automatiquement après six mois si elle n'informe pas ses partenaires de l'espace Schengen, avant le 31 mai, qu'elle a adapté sa législation sur les armes. Il n'est pas nécessaire que l'UE ou la Suisse dénoncent l'accord. Seule une décision prise à l'unanimité par les représentants des États membres de l'UE, de la Commission européenne et de la Suisse au sein du Comité mixte dans un délai de 90 jours pourrait éviter l'expiration automatique de l'accord de Schengen et de Dublin. Il est aisé d'imaginer à quel point un tel scénario pourrait être réaliste dans l'environnement actuel. S'il n'y a qu'un seul vote contre, le mécanisme d'expiration automatique se poursuivra - et la Suisse n'aura tout simplement plus suffisamment de temps pour éviter l'exclusion.

Vous voyez : il y a de nombreuses bonnes raisons de dire OUI le 19 mai. Je donne maintenant la parole à Andreas Züllig, président d'hotelleriesuisse.



Intervention d'Andreas Züllig, Président hotelleriesuisse (seul le texte prononcé fait foi)
Berne, le 28 mars 2019

Le tourisme suisse a besoin de la révision de la loi sur les armes

Mesdames et Messieurs, chers représentants des médias,

Vous êtes-vous déjà demandé où et pourquoi la ville de Zurich possède un jardin chinois de sa ville jumelée Kunming ?

Kunming est une capitale provinciale du sud de la Chine et un carrefour routier important. Avec ce jardin près de Zurich, Kunming a souhaité remercier Zurich pour son soutien qui a fait de Kunming une ville modèle en Chine. Zurich a, par exemple, contribué à l'extension du réseau de bus ou à la préservation de maisons dignes de protection.

Bien entendu, Zurich voyait également un intérêt à cette étroite collaboration. La ville promettait d'attirer davantage de touristes chinois avec son engagement - mais cela ne s'est pas réalisé du jour au lendemain. Le virage est intervenu après 2008, soit dès le moment où la Suisse a accepté, de manière démocratique et souveraine, d'adhérer à l'accord de Schengen. Dès ce moment, les habitants de Kunming ont pu se rendre beaucoup plus facilement à Zurich. Depuis, ils peuvent facilement planifier leur visite dans la ville jumelée sur le chemin du voyage qui les mènent de Munich à Milan ; tout ce dont ils ont désormais besoin est un visa Schengen. Si Zurich Tourisme peut s'attendre à accueillir, de plus en plus, de touristes de Kunming, d'autres restaurants et hôtels suisses ont également bénéficié depuis 2008 d'un plus grand nombre de touristes de pays lointains comme la Chine et l'Inde. Et c'est vital pour assurer la pérennité du secteur du tourisme.

Entre 2008 et 2017, le nombre de nuitées en Suisse d'hôtes venant de pays éloignés du continent a augmenté de 150%. Soit une multiplication par 1,5 ! Et ces touristes sont de très bons clients pour l'ensemble de l'économie suisse. Ils dépensent en effet entre 310 et 420 francs par jour. A titre d'exemple, les Chinois dépensent 380 francs, alors que les Allemands venant chez nous ne dépensent que 130 francs.

Le fait que le tourisme suisse dans son ensemble ait pu se développer ces dernières années est dû en grande partie à cette évolution réjouissante. Les défis dans le contexte international actuel sont de taille. Depuis le franc fort, la demande des touristes européens, nos principaux clients, a chuté de 46%. Et pourtant, malgré cela, le tourisme suisse tient le coup.

Ces résultats sont importants pour le tourisme, mais aussi et surtout pour toute l'économie suisse. Le tourisme représente 2,6% de la valeur ajoutée brute de la Suisse et l'hôtellerie emploie près de 250'000 personnes.

Pour comprendre l'importance de Schengen pour nous, professionnels du tourisme, il faut être bien conscient d'une chose : la durée de séjour des touristes des pays lointains en Suisse est relativement courte. 1,3 jour pour les touristes chinois, par exemple. La question qui se pose dès lors est la suivante : combien d'entre eux sont-ils prêts à demander un visa suisse supplémentaire en plus du visa Schengen pour une si courte durée ? Vous avez tous déjà fait des voyages, et permettez-moi de vous le confirmer en tant qu'hôtelier : les touristes

n'aiment pas les imprévus et les tracasseries ! Si la Suisse quitte l'espace Schengen, elle fera exactement le contraire de ce qu'ils attendent, à savoir : mettre des obstacles sur le chemin des touristes étrangers. Et je ne vous parle pas ici des 50 francs qu'un visa supplémentaire pour la Suisse coûterait.

Mais restons à Kunming. Schengen, c'est plus que des visas. C'est un système. Cela inclut également les accords dits de représentation entre les bureaux des visas à l'étranger. Soit 61 bureaux gérés par d'autres Etats Schengen, et qui délivrent également des visas pour la Suisse. De cette façon, les touristes peuvent simplement se rendre au bureau le plus proche de chez eux. Si la Suisse est exclue de Schengen et n'ouvre pas d'innombrables nouveaux bureaux – une démarche qui a son prix, les touristes chinois à Kunming ne pourront plus obtenir de visa pour la Suisse. Ils devront se rendre au bureau suisse le plus proche. Celui-ci est à Chongqing. Savez-vous à quelle distance est Chongqing de Kunming ? Près de 12 heures en voiture et 921 kilomètres à parcourir.

Au vu des chiffres et des circonstances, il devrait être clair que le secteur du tourisme refuse toute expérimentation, à travers la révision de la loi sur les armes. Pourtant, l'argument selon lequel le tourisme suisse n'a pas besoin de Schengen est toujours d'actualité chez certains qui estiment que la Suisse peut résoudre elle-même toute la question des visas. On pourrait reconnaître unilatéralement les visas Schengen. Ceci va toutefois à l'encontre de la raison pour laquelle il est devenu plus attrayant pour les touristes en provenance de pays lointains de venir en Suisse depuis l'entrée en vigueur du système des visas uniformes Schengen. J'ai parlé tout à l'heure des accords de représentation. Ces accords cesseraient d'exister, par exemple, si l'on sort de Schengen.

En effet, la reconnaissance unilatérale est avant tout ... unilatérale. Nous pouvons reconnaître les visas Schengen, mais les États Schengen ne feront pas de mêmes aux touristes munis d'un visa suisse. Que fera-t-on ensuite avec un touriste chinois qui possède un visa Schengen à entrée unique et qui souhaite voyager de Munich à Milan via Zurich ? Dès qu'il franchira la frontière à Schaffhouse, il perdra son visa Schengen. S'il veut ensuite aller en Italie par le Tessin, il aura un problème.

La reconnaissance unilatérale ne changera rien au fait que nous ne ferons plus partie du système d'information sur les visas sans Schengen. Nous ne pourrions donc plus nous prononcer sur la question de savoir qui reçoit un visa Schengen - et nous n'aurions plus aucune information à ce sujet. Nous n'aurions plus aucun contrôle lors de la délivrance des visas. Cela nous rendrait également directement dépendants de l'UE. Personnellement, je trouve que ceci est une conception étrange de la souveraineté.

Vous voyez : le tourisme suisse profite énormément de Schengen - et la Suisse dans son ensemble aussi. Les économistes d'Ecoplan ont calculé que grâce aux facilités introduites par les accords de Schengen, nous réaliserons jusqu'à 530 millions de francs de recettes touristiques supplémentaires en 2030. Parce que plus de touristes des marchés lointains trouveront leur chemin jusqu'ici. Je ne peux qu'être d'accord avec ce constat. Le passé l'a déjà confirmé. Et j'espère que nous pourrions continuer à compter à l'avenir sur cet accord.

C'est pourquoi nous nous sommes associés à dix autres grandes associations touristiques suisses pour former un comité pour soutenir la révision de la loi sur les armes et nous participerons activement à la campagne en faveur du OUI. Je vous remercie de votre attention.



Intervention de Kurt Rohrbach, Président de l'Union du commerce et de l'industrie du canton de Berne (seul le texte prononcé fait foi)
Berne, 28 mars 2019

Une place économique et scientifique attractives – grâce à Schengen

Mesdames et Messieurs, chers représentants des médias,

Depuis le Restaurant Grosse Schanze, nous avons une vue impressionnante non seulement sur la ville de Berne, mais aussi – du moins par beau temps – sur les Alpes et sur un paysage de toute beauté. Ce cadre idyllique ne doit pas nous éloigner des enjeux liés au référendum contre la révision partielle de la loi sur les armes. Il ne s'agit pas seulement d'armes, je dirais même qu'il ne s'agit pas principalement d'armes. Sinon, l'économie ne serait pas concernée. En réalité, il y a beaucoup plus en jeu – Schengen – et cela fait bouger l'économie. Monika Rühl et les orateurs précédents en ont déjà parlé. En tant que président de l'Union du commerce et de l'industrie du canton de Berne, mais aussi en tant que citoyen, je tiens à ce que nous puissions préserver, à l'avenir aussi, les avantages de cet important accord pour l'économie bernoise. En tant que tireur – depuis mon enfance, je suis concerné, mais je suis prêt à accepter de petites restrictions quand je vois ce qui est en jeu.

La vie politique bat son plein à Berne, la capitale fédérale. Mais Berne est bien plus que le centre politique. Grâce à sa situation entre les centres technologiques européens, le canton de Berne est également un site idéal pour les entreprises. Les petites, moyennes et grandes entreprises d'un large éventail d'industries apprécient les bonnes conditions cadres : une main-d'œuvre hautement qualifiée, de bonnes connexions de transport et le bilinguisme. Nombre d'entre elles sont également actives à l'exportation. Elles sont donc particulièrement dépendantes de relations stables avec nos pays voisins en Europe. Tout comme l'initiative dite d'autodétermination de novembre dernier ou l'initiative de limitation à venir, ce référendum contre la révision de la loi sur les armes met à l'épreuve les relations bilatérales entre la Suisse et l'UE et génère de l'insécurité. En conséquence, l'ensemble de la place économique en souffre et l'investissement est entravé. C'est absurde, car dans les faits, nous nous mettons nous-mêmes hors-jeu.

Berne n'est pas seulement un site économique attrayant et performant, c'est aussi un site de recherche – en particulier dans le domaine de la médecine – ce qui peut jouer un rôle important dans le développement d'un cluster médical, lequel se développe en collaboration avec l'industrie. Nous en sommes fiers. Par exemple, notre université coopère avec diverses universités partenaires dans le monde entier. À cet égard, les visas Schengen n'ont pas seulement eu un effet positif sur le tourisme suisse, comme l'a montré de manière convaincante M. Züllig. L'accord de Schengen contribue également à faciliter les déplacements de nos chercheurs. Avec un visa Schengen, par exemple, un professeur russe de l'Université de Berne peut se rendre pendant deux jours à une conférence dans une université partenaire étrangère, sans formalités administratives et financières. En même temps, un groupe de recherche composé d'Indiens travaillant sur un projet à Paris peut assister à un symposium dans notre pays – sans devoir se rendre au consulat suisse en France et demander un visa. Il en va de même pour nos entreprises orientées vers

l'exportation, qui peuvent facilement envoyer leurs employés à des réunions dans un autre pays.

Dans les faits, un échec de la mise en œuvre de la nouvelle législation sur les armes aurait des conséquences considérables. L'adhésion à Schengen profite non seulement aux Suisses en tant qu'individus, mais aussi à l'économie suisse dans son ensemble. Selon une étude du Conseil fédéral, le produit intérieur brut (PIB) de la Suisse sans l'adhésion à Schengen serait inférieur de 3,7 % en 2030. Et les exportations pourraient diminuer jusqu'à 5,6 %.

Avec environ 38'000 emplois à plein temps dans le tourisme, l'économie bernoise serait particulièrement touchée.

Il est incontesté que l'économie suisse bénéficie de l'association Schengen et de l'accord de Dublin. Dans cette optique, j'espère que nous avons été en mesure de vous expliciter les principales et nombreuses raisons de voter OUI. Même en tant que tireur d'élite passionné, je trouve les conséquences d'un NON trop graves.

Je vous remercie de votre attention.



Intervention de Philippe Miauton, directeur-adjoint de la Chambre vaudoise de commerce et de l'industrie (seul le texte prononcé fait foi)
Berne, le 28 mars 2019

Maintenons la Suisse dans l'espace Schengen et le dispositif Dublin !

Mesdames et Messieurs, chers représentants des médias,

Stabilité et sécurité : ce sont deux mots qui reviennent souvent lorsqu'il s'agit de décrire la Suisse. Deux caractéristiques de notre pays qui contribuent aussi bien à la qualité de vie des habitants qu'aux conditions-cadres favorables à notre économie. A l'heure du tout globalisé, la sécurité ne fait pas exception à la règle. Imaginer que notre pays puisse assurer seul son intégrité de ses frontières est illusoire. La criminalité ne connaît malheureusement plus de frontière. Or, le vrai enjeu de ce référendum réside bien plus dans les accords qu'il menace – Schengen-Dublin –, que dans la seule réforme de la loi sur les armes. Pouvons-nous gérer notre sécurité sans coopération avec nos voisins ? Pouvons-nous répondre aux défis de l'immigration sans coopération ?

La Suisse n'est pas une île et rappelons-le, même si c'est évident, elle se situe au centre de l'Europe. Au cœur des voies économiques, touristiques et migratoires. Sans Schengen, les autorités de poursuite pénale n'accéderaient plus au système d'information Schengen (SIS). Ce dernier est un instrument central des autorités de police et de sécurité qui apporte une contribution importante à la lutte internationale contre la criminalité. Rien qu'en 2017, 17'000 réponses pertinentes ont été obtenues grâce au SIS. Si ces recherches policières sont peu connues, elles ne représentent pas moins un élément de stabilité indéniable, tout comme le système d'information sur les visas. De prime abord, les intérêts des entreprises peuvent paraître éloignés de ce sujet, pourtant il est clair que l'économie investit plus dans un pays dont le niveau de sécurité est élevé. Sans Schengen, la Suisse perdrait un atout important dont les effets seraient dommageables à court et à long terme.

La fin de l'association à Schengen sonnerait également le terme de l'association à Dublin, puisque les deux accords sont liés. Nous l'avons bien vu ces dernières années, la crise migratoire ne peut trouver sa solution dans un travail solitaire et isolé. Sans Dublin, la Suisse serait contrainte de contrôler intégralement toutes les demandes d'asiles et n'aurait, que dans certaines limites, la possibilité de renvoyer les personnes dans l'Etat Dublin responsable. Cette seule gestion de dossiers a représenté une économie de 2 milliards entre 2009 et 2016. L'effort économique - que l'absence de l'accord Dublin et le rehaussement des mesures de contrôles aux frontières induiraient - diminuerait d'autant les moyens que la Suisse pourrait investir dans d'autres domaines, sans compter l'incertitude des résultats d'une telle politique.

Dernière conséquence, et non des moindres, quel signal enverrions-nous aux pays voisins, dont l'impact sur notre économie n'est plus à démontrer. Accepter ce référendum reviendrait à péjorer nos relations déjà complexes avec l'Union européenne. Notre économie vit du commerce extérieur. L'UE reste notre premier partenaire commercial. Ce référendum est une énième attaque contre les relations de la Suisse avec Bruxelles. La place économique pâtirait de l'absence de relations stables et l'activité d'investissement s'en trouverait freinée.

La sécurité intérieure est un des principaux critères de sélection des entreprises à la recherche d'une nouvelle implantation. Elle est aussi une condition pour le maintien des activités dans un pays. Se priver de Schengen et Dublin reviendrait à tirer un trait sur une collaboration sécuritaire et économique qui porte ses fruits, à péjorer nos relations avec nos voisins et à ne plus assurer la même qualité de sécurité. En un mot, porter un coup important aux conditions-cadres qui participent à l'attrait économique de notre pays.



Conclusion de Monika Rühl, Présidente de la direction d'économiesuisse
Berne, le 28 mars 2019

Comme vous pouvez le constater, l'enjeu est de taille pour l'économie et pour la Suisse le 19 mai. Il est incompréhensible que l'on veuille rejeter une révision de la loi sur les armes, qui a été, en somme, adaptée de manière très modérée. Le Conseil fédéral et le Parlement ont réussi à adopter une révision équilibrée et raisonnable. Grâce au droit de participation de la Suisse, le Conseil fédéral a pu négocier plusieurs exceptions dans la nouvelle directive européenne sur les armes. Les jeunes tireurs ne sont pas touchés par les changements, et les soldats de notre armée peuvent continuer à prendre possession de leurs armes une fois leur service terminé. Rien ne changera pour les chasseurs. Les tireurs sportifs peuvent également continuer à pratiquer leur hobby. S'ils veulent acheter une arme semi-automatique avec un chargeur à grande capacité à l'avenir, ils devront simplement prouver qu'ils sont affiliés à un club ou qu'ils tirent régulièrement. Et s'ils possèdent une telle arme aujourd'hui, ils doivent le signaler tout simplement. C'est tout, vraiment tout. La loi sur les armes telle qu'adaptée ne désarme personne et la tradition de tir de la Suisse est préservée.

Étant donné que la révision de la loi sur les armes et ses mesures raisonnables garantissent de préserver les nombreux avantages de l'adhésion de la Suisse à Schengen, l'économie est clairement favorable à cette révision.